

CGT Educ'action 01 > Actualité > **Après le 1er février, on continue ! Le 6, en grève et dans la rue !**



Après le 1er février, on continue ! Le 6, en grève et dans la rue !

samedi 10 février 2024, par [CGT educ'action](#)

La CGT Éduc'action, en intersyndicale, appelle les personnels à faire de la semaine du 5 février une semaine d'action dans l'Éducation et à faire grève le 6 février 2024. Dans l'Ain, la CGT Educ'action appelle à rejoindre la manifestation prévue à 14h place Guichard à Lyon ou à se retrouver à 13h devant l'IA de Bourg-en-Bresse.

La CGT Éduc'action soutient toutes les mobilisations locales décidées par les personnels durant les semaines suivantes et appellent les personnels à participer massivement à la grève et manifestations féministes du 8 mars.

Elle appelle les personnels à faire de la semaine du 11 mars une semaine d'AG, heures d'information syndicale et tournée d'écoles, établissements et services pour faire de la grève Fonction publique du 19 mars une réussite.

MOBILISATION LOCALE POUR LA JOURNÉE DU 6 FÉVRIER :

- Lyon : rdv 14 place Guichard. [+ d'infos sur le site de nos camarades de la CGT Educ'action 69, ici](#)
- ou bien, pour celles et ceux qui ne pourront pas se rendre à Lyon :
Bourg-en-Bresse : rdv 13h devant l'IA, rue de la Paix.

APPELS INTERSYNDICAUX :



Pour gagner, on continue : en grève le 6 février !

Après la réussite de la journée de grève du 1^{er} février, nos organisations SNES-FSU, CGT Educ'Action et SUD éducation appellent à la grève le mardi 6 février.

Oui au choc des salaires...

Le 1^{er} février, les personnels ont largement dénoncé le mépris de la ministre pour l'École publique mais aussi les politiques qui reposent une forme de ségrégation scolaire et social. Ils ont affirmé leur attachement à l'École publique, laïque, gratuite et obligatoire. C'est aussi la politique menée par Amélie Gaido-Castéra et Gabriel Attal qui suscite une grande colère chez les personnels. Le dossier des salaires ne peut pas être clos : les mesures prises ne permettent même pas un rattrapage des pertes de ces dernières années. Le pacte n'est pas de la révalorisation, mais une charge de travail supplémentaire et une attaque contre notre statut.

Non au choc des savoirs !

Le choc des savoirs divise les contours d'une École passiviste et conservatrice. A travers les groupes de niveaux, c'est l'École du tri social qui se met en place. Nous n'avons pas choisi ce métier pour trier les élèves, mais à l'école, les élèves les plus en difficultés, voire même les élèves en situation de handicap ou allophones ! La mise en place des groupes de niveaux à marche forcée déstabilise aussi les collègues : que qu'en dise la ministre, il y a bien des suppressions de dédiabolisements, d'options pour financer ce dispositif pourtant largement rejeté par les personnels sur le terrain. Cette mise en place à marche forcée est d'une grande violence pour nos collègues qui veulent leur identité professionnelle née.

La colère est grande chez les personnels. Après une première journée réussie, pour gagner, il faut continuer l'action et amplifier le rapport de force ! Le SNES-FSU, la CGT Educ'Action et SUD éducation appellent à pousser et amplifier rapidement la mobilisation pour nos salaires et pour l'abandon des contre-réformes de tri social du collège et des lycées comme les mesures chez des sœurs : soyons nombreuses et nombreux en grève le mardi 6 février.

A Paris, le 4 février 2024



Pour l'École publique, un plan d'action dans la durée !

La journée de grève du 1^{er} février a été une réussite : à l'appel de nos organisations syndicales, des centaines de milliers de collègues se sont mis en grève, des écoles étaient fermées, la grève était majoritaire dans certains collèges et lycées. Les cortèges des manifestations étaient denses, preuve de la force de la mobilisation.

Nos collègues ont clairement exprimé leur attachement à l'École publique. Ils ont aussi dénoncé le mépris de la ministre de l'Education mais surtout l'orientation de la politique menée par l'actuel : absence de révalorisation salariale, choc des savoirs qui symbolise une modèle d'École passiviste et conservatrice qui va à l'encontre de l'intérêt des élèves et des personnels. Cet ensemble de réunions est une redoutable remise en cause de la liberté professionnelle des enseignants et va poser les bases d'une École du tri social à l'image des groupes de niveau qui vont contribuer à astiquer les élèves à leurs positions sociales et scolaires, mais aussi à exclure des classes les élèves en situation de handicap et les élèves allophones.

Concernant la voie pro, nous demandons au ministère de l'Éducation nationale de reconduire la réforme, notamment sur la terminale, afin de construire des enseignements ambitieux pour les élèves.

Nous sommes à un point de bascule pour l'École publique. Cela appelle une réponse forte qui passe par une action dans la durée. Une journée de grève ne suffit pas pour gagner. Aussi, pour défendre l'École publique, exiger l'ouverture de discussions immédiates sur les salaires ainsi que l'abandon des mesures choc des savoirs, pour des mesures qui améliorent nos conditions de travail (notamment par l'annulation des suppressions de postes et la création des postes nécessaires), nos organisations SNES-FSU, UNSA Education, SGEN-CFDT, CGT Educ'Action et Sud Education décident de s'inscrire dans un plan d'action dans la durée :

- session d'actions du 5 au 9 février (assemblées à l'occasion des instances départementales et académiques), avec, par exemple un temps fort le mardi 6 février selon les contextes,

- lancement d'une pétition intersyndicale pour demander l'abandon des mesures choc des savoirs,

- Nos organisations s'engagent aussi dans la préparation d'un rebond fort et durable de l'action en mars pour le service public d'Education et ses personnels.

L'École publique n'est pas loin de l'effondrement. La colère des personnels est grande. Le premier ministre, s'il se prenait pas la mesure de la gravité de la situation en y apportant des réponses immédiates, porterait alors une immense responsabilité dans l'aggravation de la crise que traverse l'École publique et ses personnels.

A Paris, le 4 février 2024

APPEL CGT :

la cgt
ÉDUC'ACTION

Construire la mobilisation pour gagner

COMMUNIQUE

La CGT Educ'Action se félicite de la mobilisation aujourd'hui 1^{er} Février, partout sur le territoire. L'école publique est à bout de souffle et ne tient que par le volontarisme de ceux et celles qui y travaillent et y croient encore.

La dégradation des conditions de travail, l'absence de valorisation salariale, les contre-réformes qui s'accusent ainsi que le « Choc des savoirs » qui va attribuer des moyens à des dispositifs incapables comme les groupes de niveau, ont poussé les personnels à se mettre en grève et à manifester leur fort mécontentement vis-à-vis de la politique ministérielle. La CGT Educ'Action déplore également la vision partiale de l'école, illustrée par la volonté de mettre en place la ferme unique et la généralisation du SMIS. Par ailleurs, les propos d'Amélie Oudot-Cassier, dénigrant l'école publique et ses personnels montrent à quel point l'éducation nationale est méprisée par le pouvoir en place.

La CGT Educ'Action appelle les personnels à se réunir en HIS et en AG pour établir les revendications pour leur école, établissement et service afin de déclencher la poursuite de la grève pour les salaires.

D'ores et déjà la CGT Educ'Action, en intersyndicale, appelle les personnels à faire de la semaine du 5 Février une semaine d'action dans l'éducation et à faire grève le 6 Février 2024. Elle soutient toutes les mobilisations locales décidées par les personnels durant les semaines suivantes et appelle les personnels à participer massivement à la grève et manifestations féministes du 8 mars.

Elle appelle les personnels à faire de la semaine du 12 mars une semaine d'AG, heures d'information syndicale et tournée d'école, établissements et services pour faire de la grève Fonction publique du 19 mars une révolution et mettre en évidence le reconduisant du mouvement après le 19.

Dans l'immédiat, la CGT Educ'Action exige l'abandon du Choc des savoirs, l'abrogation des heures dédiées aux groupes de niveau à la baisse des effectifs par classe ; l'abandon du Pacte au bénéfice d'une valorisation salariale sans condition, de la réforme du LP et des évaluations nationales ; l'abandon des suppressions de postes prévues cette année ; une augmentation indiciaire de 400 € net de l'ensemble des personnels ; un statut de catégorie B pour les AESH.

C'est par une mobilisation dans la durée que nous obtiendrons les inévitables transformations au service des personnels et des élèves avec l'abandon de la réforme des retraites et de toutes les réformes de tri social, de la réforme du lycée à Poursuiv : des créations massives de postes dans tous les corps, la nationalisation de l'enseignement privé sous contrat, l'indexation de la valeur du point d'indice sur l'inflation et l'ouverture de négociations sur les grilles salariales.

Manteuil, le 2 Février 2024

CGT Educ'Action - 263 rue de Paris - case 548 - 93515 Montreuil cedex
Tél : 01 55 82 76 55 - e-mail : unen@cgtaeduc.fr - internet : www.cgtaeduc.fr

AFFICHE CGT :



FOCUS SUR : LE "CHOC DES SAVOIRS"

ASSEZ DES FAUSSES SOLUTIONS !

DES MOYENS POUR REDUIRE

la cgt
ÉDUC'ACTION

LES EFFECTIFS PAR CLASSE
POUR TOU-TES !

CHOC DES SAVOIRS & RÉARMEMENT CIVIQUE

2 "LES GROUPES DE NIVEAUX" PERMETTENT DE PROGRESSER FAUX

- NE STIMULENT PAS LES ÉLÈVES LES PLUS FAIBLES DANS AMéliORER LES RÉSULTATS DES AUTRES
- NE PERMETTENT PAS AUX ÉLÈVES LES PLUS EN DIFFICULTÉ DE PROGRESSER
- NE CONSTITUENT L'ÉTAPPE ENTRE CLASSES

3 LA PREPA SECONDE VA PERMETTRE DE RÉUSSIR AU LYCÉE FAUX

- DES FORMATIONS DE QUALITÉ SONT ASSURÉES
- DES FORMATIONS VERS TRES FAIBLES DÉPENSES LES ÉTABLISSEMENTS
- BIEN PLUS QUE À DES REMUNERATIONS EN APPRENTISSAGE.

3 "NOUS VOULONS RECONNAÎTRE LA LIBERTÉ AUX ENSEIGNANTS" FAUX

- GENERALISATION DES EVALUATIONS INDIVIDUELLES SUR BASES INFLUENTIELLES
- DES FORMATIONS DE QUALITÉ SONT ASSURÉES
- LA LABELLISATION DES ÉCOLES EST UN JUGEMENT DÉSOLÉ CONTRÔLE.

TENUE UNIQUE, SNU ET RÉARMEMENT CIVIQUE POUR LE BIEN FAUX

- LA TENUE UNIFORME NE RESPECT PAS LES REGLES... AU POUR ELLES MÊMES
- LES TENUES UNIFORMES NE DOIVENT PAS ÊTRE UN DOCUMENT POUR LES EXPRESSIONS SOCIÉTAIRES
- DES TENUES DOIVENT ÊTRE À LA HAUTURE DES FAMILLES
- LE PRINCIPE ET L'QUALITÉ PASSENT À DROIT DÉJÀ... AU PIED...
- CHAMPS RÉARMEMENT CIVIQUE : SNU RÉARMEMENT : MAIS AUSSI LA PRÉPARATION DES JEUNES

CHOC DES SAVOIRS...

OUTIL AU SERVICE DU SÉPARATISME ET DU TRI

la cgt
ÉDUC'ACTION

EDITO

Avant sa promotion éclair, l'Etat flambe Attaï sur le temps d'annoncer sa réforme « Choc des savoirs » issue de la mission « Exigence des savoirs » menée en 6 petites semaines et sans véritable concertation avec les organisations syndicales. Comme si le scénario était écrit d'avance...

Ce projet vise à aller au bout de la vision réactionnaire de Blanquer, le talent de communiquer en plus et le discours ouvertement anti-progrès en moins, du moins jusqu'à la nomination de la nouvelle ministre.

C'est la continuité du projet de contre-réforme de la voie pro s'inscrivant dans la logique de libéralisation du marché du travail, assignant la formation des jeunes aux seuls besoins du bassin d'emploi et les élèves à leur classe et à leur lieu de vie. C'est le renforcement du tri social officiel introduit par la réforme lycée de Blanquer. En instaurant de façon plus précoce la possibilité de redoubler en primaire et en installant des groupes de niveaux au collège, Attaï le renforce. La violence de classe de cette politique est autorisée en plus d'être inefficace pour remédier à la difficulté scolaire. Le but n'est pas la réussite des élèves en difficultés, mais de les séparer des autres pour que les familles de ceux-ci n'aient plus l'impression de voir leur réussite entravée...

L'école Macron/Attaï/Dudde-Carrère, c'est l'école du séparatisme, entre le public et le privé et désormais entre les élèves selon leur niveau scolaire.

C'est celle du cliché et du « bon sens » pris de chez vous à démagogique : un élève n'a pas réussi son année ? Stage d'été sinon redoublement (du moins lorsque car le redoublement coûte cher) et ça ira mieux ! Et si n'a pas eu son DBST ? Pris de la classe de religieuse ! En couplant ces mesures à l'expérimentation « Familles et école » l'ambition sera comme chaque année de la généralisation du DBST (encore faut-il trouver les 2 milliards € nécessaires) et l'apprentissage de la Merveilleuse, Macron nous réserve le film en noir et blanc d'une école issue d'un passé festoient, mais où l'innombrable majorité des élèves n'allait pas jusqu'au bac.

Et comme toute annonce gouvernementale, rien n'est prêt, les personnels vont devoir se débrouiller pour les appliquer avec les moyens du bord : refonte des programmes de maternelle et du cycle 2, labellisation des manuels en 6 mois, moyens insuffisants (et manque d'enseignantes de français et de mathématiques) pour la mise en place des groupes de niveaux...

Et que dire d'annonces dont on ne connaît aucune conséquence ? L'épreuve anticipée de mathématiques ne sera signifiante-t-elle la fin de l'enseignement scientifique ou de mathématiques en terminale ? Financement des cours de théâtre au détriment d'autres disciplines ? Quid du doublement des horaires d'EMCF ?

Revenir à toute ambition émancipatrice de l'école, c'est tourner le dos à ce qui donne du sens à nos métiers et ne pas améliorer nos conditions de travail. Cela-ci se dégrade du fait du manque de moyens pour faire réussir nos élèves et de la vision idéologique de l'école macroniste du tri social et de la négation de la liberté pédagogique.

CONTRE CETTE CASSE DE TOUTE AMBITION ÉMANCIPATRICE DE L'ÉCOLE
POUR UNE LIAISON ET GRATUITE,
Mobilisons-nous !